



LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

DECRET

Me BONIFACE ALEXANDRE

***PRÉSIDENT PROVISoire
DE LA RÉPUBLIQUE***

Vu les Articles 18, 35, 133, 136, 138, 142, 144, 145, 150, 155, 159, 160, 166, 167, 217, 234 236 et 237 de la Constitution ;

Vu l'entente convenue entre la Communauté Internationale, les organisations de la société civile et les partis politiques portant création de la Commission Tripartite et du Conseil des Sages ;

Vu le Consensus de Transition Politique adopté le 4 avril 2004;

Vu la Loi du 26 janvier 1995 portant création du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme ;

Vu le Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'Etat;

Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la Fonction Publique Haïtienne ;

Vu la Loi du 18 septembre 1978 modifiant la Loi du 19 août 1976 sur la délimitation territoriale ;

Vu le Décret du 4 novembre 1983 portant organisation et fonctionnement de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif ;

Vu le Décret du 31 mai 1990 sur les Délégations et les vice Délégations ;

Vu la Loi du 4 septembre 2003 portant création du Département des Nippes ;

Vu le Décret du 3 décembre 2004 fixant la réglementation des Marchés Publics de Services, Fournitures et de Travaux ;

Vu l'Arrêté du 11 mars 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret du 16 février 2005 portant préparation et exécution des Lois de Finances ;

Vu l'Arrêté en date du 22 juin 2005 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Considérant qu'il convient de doter le Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme d'un cadre légal permettant son fonctionnement au mieux de ses missions et des objectifs qu'il doit atteindre ;

Considérant la nécessité dans laquelle se trouve l'Etat Haïtien, de mener une politique qui donne à la femme haïtienne sa véritable place dans la société en la dotant particulièrement d'un organe représentatif au sein du gouvernement ;

Considérant qu'il y a lieu d'harmoniser le Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme et avec le décret portant organisation de l'administration Centrale de l'Etat;

Considérant qu'il y a lieu de fixer l'organisation et le fonctionnement du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme ;

Considérant que le Pouvoir Législatif est, pour le moment, inopérant et qu'il y a alors lieu pour le Pouvoir Exécutif de légiférer par Décret sur les objets d'intérêt public ;

Sur le rapport du Ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme;

Et après délibération en Conseil des Ministres :

DECRETE

TITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.- Le présent Décret porte organisation et fonctionnement du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme désigné sous le sigle de MCFDF.

Article 2.- Le Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme (MCFDF) a pour mission de formuler et d'appliquer, d'orienter et de faire respecter la politique du Gouvernement en oeuvrant à l'émergence d'une société égalitaire pour ses composantes des deux sexes ; d'orienter la définition et l'exécution des politiques publiques équitables à l'échelle nationale.

TITRE II DES ATTRIBUTIONS DU MINISTERE DE LA CONDITION FEMININE ET DES DROITS DE LA FEMME

Article 3.- Dans le cadre de sa mission, Le Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme a pour attributions de :

- 1) travailler à l'émergence d'une société haïtienne juste, équilibrée, égalitaire pour ses composantes des deux sexes ;
- 2) orienter la définition et l'exécution des politiques y relatives et des plans sectoriels et intégrer la perspective d'égalité entre les deux sexes dans l'ensemble des politiques nationales ;
- 3) réaliser des recherches, diagnostics, évaluations sur les conditions de vie et l'état des droits de la femme haïtienne tant au milieu urbain que rural, sur le plan social, économique, juridique et politique ;

- 4) établir des politiques visant à combattre et à éliminer toutes formes d'inégalités et de discrimination à l'égard des femmes ;
- 5) coordonner et mettre en application des politiques de communication visant à promouvoir les droits de la femme dans l'ensemble de la société ;
- 6) œuvrer en vue de l'élimination de toutes les formes et pratiques de violence contre les femmes et pour le plein respect des droits de la femme ;
- 7) promouvoir et proposer des réformes légales, administratives et disciplinaires pour consacrer les principes constitutionnels de l'égalité entre les hommes et les femmes et éliminer la discrimination contre les femmes ;
- 8) entreprendre des actions en vue de garantir l'accès des femmes aux biens, aux services et leur participation économique, sociale, culturelle et politique ;
- 9) encourager et appuyer les organismes de promotion et de protection des droits des femmes ;
- 10) promouvoir une participation équitable des femmes à toutes les instances de décision politique, économique, financière et de communication ;
- 11) recommander et préparer la participation du gouvernement aux congrès et conférences notamment ceux relatifs à la condition et aux droits de la femme ;
- 12) étudier les accords ou conventions internationales relatifs à la condition féminine et aux droits des femmes, recommander le cas échéant leur signature et veiller à leur exécution après accomplissement de la procédure de ratification ;
- 13) exercer toutes autres attributions découlant de sa mission en conformité avec la Constitution et les lois.

TITRE III DISPOSITIONS ORGANIQUES

- Article 4.-** Le Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme est l'organe central de l'Exécutif, chargé de concevoir, de définir et de faire appliquer les politiques de l'Etat dans le domaine de la Condition Féminine et des Droits de la Femme. Pour remplir sa mission, il dispose de structures organisées comme suit :
- a) Services centraux
 - b) Services Territorialement déconcentrés

CHAPITRE I DES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DE LA CONDITION FEMININE ET DES DROITS DE LA FEMME

- Article 5.-** Les Services centraux du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme sont chargés de la préparation, du suivi, du contrôle et de

l'évaluation et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles relatives à ses domaines de compétences.

Article 6.- Les Services centraux du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme regroupent :

- Le Secrétariat du Ministre
- Le Cabinet du Ministre
- La Direction Générale
- Les Directions

Section I.- Des attributions du Ministre

Article 7.- Le Ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme a pour attributions de :

1. Assurer la représentation officielle du Ministère;
2. Représenter le Premier Ministre sur sa demande ;
3. Elaborer la politique sectorielle du Ministère dans le cadre de la politique générale définie par le chef du Gouvernement ;
4. Orienter, diriger, coordonner, contrôler, superviser, évaluer les activités du Ministère ;
5. Elaborer et présenter aux organismes compétents les avant-projets de Budget du Ministère ;
6. Exercer ses pouvoirs de tutelle et de contrôler conformément aux lois et règlements en vigueur ;
7. Passer au nom du Ministère des marchés publics et autres contrats administratifs conformément aux lois et règlements en vigueur ;
8. Donner délégation de pouvoir et de signature conformément à ce qui est établi par la loi ;
9. Nommer, le cas échéant, certaines catégories de fonctionnaires par délégation du Premier Ministre ;
10. Veiller à la représentation de l'Etat en justice pour les actes et faits relevant des agents du Ministère dans et à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;
11. Veiller à l'exécution des actes qu'il signe ou contresigne ;
12. Préparer et présenter au Premier Ministre des rapports périodiques sur sa gestion ;
13. Assurer la mise en œuvre des décisions en Conseil des Ministres dans ses domaines de compétences ;
14. Préparer et présenter au Conseil des Ministres les projets de Loi relatifs à ses domaines de compétences ;
15. Préparer dans le cadre de ses domaines de compétences les décisions gouvernementales devant être soumises à la sanction du Conseil des Ministres ;
16. Présenter et soutenir devant le Parlement les projets de Loi adoptés par le Conseil des Ministres dans les domaines de ses compétences;
17. Créer, au besoin, pour le secteur dont il a la charge, un Conseil d'Orientation Stratégique et le cas échéant, un conseil consultatif ;
18. Exercer toutes autres attribution et obligations qui lui sont dévolues par la Constitution, la loi et les règlements.

- Article 8.-** Dans l'exercice de ses Attributions, le Ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme dispose des structures d'appui suivantes :
1. un Secrétariat Privé
 2. un Cabinet

Sous-section 1.- Du Secrétariat Privé du Ministre

- Article 9.-** Le Secrétariat Privé du Ministre est chargé de toutes les questions d'intendance du Ministre et d'assurer le suivi administratif de toutes les décisions prises dans l'exercice de ses fonctions. Il a pour attributions de :
- 1) tenir et traiter les correspondances du Ministre ;
 - 2) établir et tenir à jour le calendrier d'activités du Ministre ;
 - 3) aménager les rencontres et rendez-vous du Ministre ;
 - 4) élaborer les rapports et comptes-rendus des réunions présidées par le Ministre ;
 - 5) gérer, classer, cataloguer et archiver les dossiers du Ministre ;
 - 6) accomplir toutes autres tâches connexes sur demande du Ministre.

Sous-Section 2.- Du Cabinet du Ministre

- Article 10.-** Le Cabinet du Ministre est un organe de conception, de réflexion, de conseil et de mission placé auprès du Ministre et qui l'assiste dans la formulation et l'application de la politique sectorielle du Ministère.

- Article 11.-** Les membres du Cabinet du Ministre ont pour attributions de :
- a) assister le Ministre dans l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du ministère ;
 - b) étudier et analyser les problèmes spécifiques soumis à leur examen par le Ministre se rapportant notamment aux questions juridiques, politiques, sociales, économiques, de relations publiques et de coopération internationale ;
 - c) accomplir des missions portant sur des questions liées aux activités du Ministère.

- Article 12.-** Le Cabinet du Ministre n'entretient pas de relations hiérarchiques, mais fonctionnelles avec la Direction Générale et les autres structures du Ministère.

- Article 13.-** Le Cabinet du Ministre se compose de conseillers, de chargés de mission et de consultants. Il est dirigé par un Directeur de Cabinet.

Section II.- De la Direction Générale du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme

- Article 14.-** Placée sous l'autorité du Ministre, la Direction Générale est l'organe de gestion, de pilotage, de coordination et de contrôle des différentes unités, directions et des services territoriaux déconcentrés appelés à mettre en œuvre les politiques sectorielles du Ministère.

Article 15.- La Direction Générale du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme est placée sous la responsabilité d'un fonctionnaire de carrière ayant le titre de Directeur Général.

Article 16.- Le Directeur Général a pour attributions de :

- 1) Contribuer à l'élaboration de la politique publique sectorielle du Ministère, veiller à sa mise en œuvre et en assurer le suivi et l'évaluation ;
- 2) Préparer, sous l'autorité du Ministre, le programme d'activités ainsi que le budget du Ministère ;
- 3) Veiller au respect et à l'application du présent Décret et à l'exécution des instructions du Ministre ;
- 4) Rendre compte au Ministre des activités de la Direction Générale et des différentes directions, unités et des services territoriaux déconcentrés du Ministère ;
- 5) Préparer les rapports bi-annuels sur les différentes activités du Ministère ;
- 6) Réunir mensuellement, sous l'autorité du Ministre, les directeurs techniques en Conseil de direction en vue d'une meilleure coordination des activités du Ministère ;
- 7) Veiller au bon déroulement de la carrière des fonctionnaires du Ministère conformément au Statut Général de la Fonction Publique ;
- 8) Représenter le Ministre sur sa demande ;
- 9) Tenir à jour la liste des obligations du Ministère et veiller à leur liquidation ;
- 10) Participer au Forum des Directeurs Généraux prévu à l'Article 101 du Décret portant organisation de l'Administration Centrale de l'Etat ;
- 11) Remplir les autres attributions prévues dans les règlements de l'Exécutif et les règlements internes du Ministère.

Article 17.- Pour accomplir pleinement sa mission, la Direction Générale du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme dispose de trois (3) Unités d'appui :

1. L'Unité d'Etude et de Programmation ;
2. L'Unité de Coordination des Directions Départementales ;
3. L'Unité Juridique.

Article 18.- L'Unité d'Etudes et de Programmation a pour mission de :

- a) Etablir des diagnostics et préparer les plans sectoriels ainsi que leurs modalités d'exécution ;
- b) Identifier, concevoir et proposer des projets à mettre en œuvre dans le cadre des politiques sectorielles du Ministère ;
- c) Analyser les implications budgétaires, économiques et sociales des programmes et des projets d'investissement public et formuler les recommandations appropriées ;
- d) Préparer le plan d'action des ressources budgétaires nécessaires au développement des activités correspondantes ;
- e) Veiller à la cohérence des interventions des organisations non gouvernementales avec les politiques sectorielles du Ministère ;

- f) Veiller à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des projets sectoriels ;
- g) Assurer la liaison entre le Ministère et les organismes nationaux et internationaux intéressés au financement et à l'implantation des projets entrant dans les domaines d'intervention dudit Ministère ;
- h) Veiller à l'observance des normes et principes consacrés dans les documents contractuels et ceux relatifs à la passation des marchés publics ;
- i) Participer à l'élaboration des normes et standards en matière d'analyse et de programmation et veiller à leur respect dans les différentes directions du Ministère ;

Article 19.- L'Unité de Coordination des Directions Départementales assure la liaison entre les services centraux du Ministère et les Directions Départementales et a pour attributions de :

- a) Opérationnaliser la politique du Ministère au niveau des dix Départements ;
- b) Fournir l'encadrement et les outils nécessaires au bon fonctionnement des Directions Départementales ;
- c) Fournir des informations de terrain aux autres Directions Techniques du Ministère en vue de les aider à mieux s'acquitter de leurs tâches ;
- d) Veiller au maintien des liens organiques entre les Services Centraux et les Directions Départementales du Ministère ;
- e) Assurer sous l'autorité du Directeur Général, la Coordination, le suivi et le contrôle opérationnel des activités des Directions Départementales ;
- f) Participer à la détermination des objectifs des Directions Départementales ;
- g) Apprécier les besoins administratifs et financiers des Directions Départementales et la répartition des moyens alloués pour leur fonctionnement ;
- h) Evaluer les performances des Directions Départementales ;
- i) Présenter au Directeur Général un rapport trimestriel sur le fonctionnement des Directions Départementales.

Article 20.- L'Unité Juridique a pour attributions de :

- a) Fournir tout avis sur l'aspect légal des décisions du Ministère ;
- b) Assurer la gestion de toutes les correspondances ayant un aspect légal et juridique ;
- c) Donner un avis sur tout projet de contrat proposé à la signature du Ministre ;
- d) Participer à toute commission traitant de dossiers à caractère juridique et légal ;
- e) Examiner tout texte à caractère législatif, juridique et légal soumis à l'attention du Ministre ;
- f) Assurer la fonction conseil sur tout contentieux administratif impliquant le Ministère.

Article 21.- Les Unités d'appui sont directement rattachées à la Direction Générale et placées sous la responsabilité d'un coordonnateur ayant rang de Directeur.

SECTION III DES DIRECTIONS

Article 22.- Les Directions ont pour attributions de mettre en œuvre la politique générale du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme, chacune en ce qui la concerne, d'orienter et d'assister les Services Territoriaux déconcentrés dans l'accomplissement des objectifs spécifiques à atteindre.

Article 23.- Les attributions découlant des missions du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme sont réparties entre les Directions suivantes :

1. La Direction de Promotion et de Défense des Droits des Femmes.
2. La Direction de Prise en Compte de l'Analyse selon le Genre.
3. La Direction des Affaires Administratives et du Budget.

Article 24.- Les Directions dépendent directement de la Direction Générale qui supervise et coordonne leurs activités.

Article 25.- Chaque Direction est placée sous la responsabilité d'un fonctionnaire de carrière ayant le titre de Directeur. La Direction est divisée en services.

Article 26.- Outre les fonctions spécifiques qu'ils exercent dans le cadre des attributions des différentes Directions, les Directeurs ont pour fonctions communes de :

1. Animer et superviser les activités des directions ;
2. Elaborer le plan de travail et les projets de budget des directions ;
3. Préparer les rapports mensuels sur les activités des directions à l'attention du Directeur Général aux fins de discussion en Conseil de Direction ;
4. Veiller à la discipline du personnel des directions ;
5. Préparer le rapport annuel sur les activités de la Direction ;
6. Représenter le Directeur Général à la demande de celui-ci ;
7. Exécuter et faire exécuter les instructions ou directives émanant de la Direction Générale ;
8. Signer la correspondance de la Direction ;

Article 27.- La Direction de Promotion et de Défense des Droits des Femmes est l'entité au sein du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme chargée d'assurer la Promotion et la Défense des Droits des Femmes par la définition et la mise en œuvre de mesures spécifiques correctives en faveur des femmes, visant l'Egalité entre les sexes. Elle a pour attributions de :

1. Définir et concrétiser les actions du Ministère en matière de défense et de promotion des droits des femmes ;
2. Elaborer des règlements administratifs et modifications législatives nécessaires pour assurer le respect des droits des femmes ;
3. Réaliser des programmes et projets nécessaires pour corriger les situations d'inégalité (en matière d'éducation et de formation des

femmes et filles de santé des femmes ; d'accès aux postes de décision etc.) ;

4. Réaliser des programmes d'éducation du public pour promouvoir des attitudes non sexistes et informer sur les actions du Ministère ;
5. Assurer le suivi, eu égard aux grandes conventions, programmes et déclarations internationaux en matière de droits des femmes, ratifiés par l'Etat haïtien.

Article 28.- La Direction de Promotion et de Défense des Droits des Femmes coordonne et supervise les activités des deux services qui la composent : le Service des Droits des Femmes et le Service de Communication. Chacun de ces Services est placé sous la responsabilité d'un chef de service.

Article 29.- Le Service des Droits des Femmes est chargé de l'opérationnalisation des actions de défense et de promotion des droits des femmes définis par la direction. Il a pour attributions de :

1. Effectuer les recherches nécessaires à la mise en place des programmes et projets ;
2. Concevoir, planifier, exécuter et assurer le suivi des activités inhérentes à ces programmes et projets ;
3. Rédiger et soumettre les rapports y relatifs.

Article 30.- Le Service de Communication exécute l'ensemble des actions de communication du Ministère. Il a pour fonction de sensibiliser le public sur les activités du Ministère. Bien que rattaché à la Direction de Promotion et de Défense des Droits des Femmes, le Service de Communication est au service de l'ensemble des entités du Ministère.

Il a pour attributions de :

1. Établir un plan de communication spécifique aux programmes et projets conçus par les directions techniques du Ministère ;
2. Participer activement à la stratégie de visibilité du Ministère auprès des autres entités étatiques, des organisations et institutions nationales et internationales ;
3. Rechercher, sélectionner et analyser les informations et en assurer la diffusion ;
4. Proposer et réaliser des maquettes pour les différents supports de communication établis ;
5. Évaluer de manière constante l'impact des moyens de communication et les ajuster dans un souci de cohérence et de pertinence ;
6. Tenir le Ministre informé quotidiennement de tout ce qui est rapporté dans la presse nationale et internationale relativement au Ministère et à la Condition Féminine.

Article 31.- La Direction de la Prise en Compte de l'Analyse selon le Genre est l'organe du Ministère chargé d'appliquer l'analyse comparative entre les sexes. Elle joue un rôle de coordination, de contrôle et de liaison de toutes les activités des services relevant de sa compétence et de toutes les Directions départementales. Elle a pour attributions de :

1. élaborer des programmes visant à l'application intégrale de l'Analyse Comparative entre les Sexes (ACS) ;

2. veiller à ce que les politiques et les programmes de l'appareil gouvernemental prennent en compte l'égalité entre les femmes et les hommes ;
3. mettre en place des mécanismes intergouvernementaux de collaboration en vue de promouvoir l'ACS dans les autres ministères ;
4. rendre disponibles des données analytiques pouvant faciliter la prise de décisions stratégiques qui favorisent l'égalité entre les sexes ;
5. travailler en partenariat avec des associations et organismes de la société civile organisée et des organisations féministes qui oeuvrent en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes ;
6. organiser des séances de formation en ACS et évaluer de façon périodique leur efficacité ;
7. recueillir et utiliser les données réparties suivant les sexes ;
8. mettre à la disposition des Directions départementales les outils nécessaires à l'accomplissement de leur tâche ;
9. travailler avec les autres ministères et toutes autres institutions étatiques à l'élaboration de plans d'actions pouvant faciliter l'intégration de l'ACS dans leur programme de développement.

Article 32.- La Direction de la Prise en Compte de l'Analyse selon le Genre comprend deux Services : le service de Documentation et Gestion des Données et le service d'Orientation et de Suivi placé chacun sous la responsabilité d'un chef de service.

Article 33.- Le Service de Documentation et Gestion des données a pour attributions de :

1. constituer une base de données fiables à même de servir de référence pour tout ce qui a trait à l'ACS ;
2. recueillir des Directions départementales toutes informations pouvant concourir à la promotion de l'ACS dans les provinces ;
3. travailler en étroite collaboration avec l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) afin de s'assurer de la fiabilité des données recueillies ;
4. constituer une bibliothèque de documentation, rédiger des documents de référence et développer des outils à même d'être utilisés dans les autres Ministères ;
5. traiter de manière régulière les données recueillies et en faire rapport à la Direction de la Prise en compte de l'Analyse selon le Genre ;
6. exécuter toutes autres tâches confiées par la Direction de la Prise en Compte de l'Analyse selon le Genre.

Article 34.- Le Service d'orientation et de Suivi a pour attributions de :

1. assurer le suivi de toutes les dispositions arrêtées au niveau de la Direction de la Prise en compte de l'Analyse selon le Genre ;
2. Canaliser toute initiative visant à la promotion de l'ACS dans le milieu ;
3. Développer des méthodologies et des outils indispensables à leur expansion ;
4. Favoriser des débats sur l'ACS et promouvoir le concept en organisant des ateliers, des tables rondes et des conférences visant sa vulgarisation ;

5. Travailler à la sensibilisation et l'intégration constante des organisations féministes et des groupes organisés de la société civile au processus d'implantation ACS dans la société haïtienne ;
6. Organiser des séances de formation continue en vue de familiariser les acteurs en présence au concept de l'ACS ;
7. Exécuter toutes autres tâches confiées par la Direction de la Prise en compte de l'Analyse selon le Genre.

Article 35.- La Direction des Affaires Administratives et du Budget a pour attributions de :

1. Gérer les ressources matérielles et financières du Ministère dans le respect de la loi ;
2. Procéder de concert avec les autres entités à l'élaboration du projet de budget annuel du Ministère ;
3. Préparer le rapport trimestriel sur la situation comptable et budgétaire du Ministère ;
4. Assurer la Gestion et l'entretien des biens meubles et immeubles ainsi que du matériel de transport du Ministère ;
5. Elaborer et faire appliquer les règlements intérieurs, les normes et procédures administratives en matière de gestion des ressources matérielles et financières ;
6. Exécuter toutes autres tâches connexes.

Article 36.- La Direction des Affaires Administratives et du Budget coordonne et supervise les activités de trois Services qui la composent : Le Service des ressources Humaines, le Service du Budget et de la Comptabilité et le Service des Biens et Equipements placés, chacun sous la responsabilité d'un chef de service.

Article 37.- Le Service des ressources Humaines a pour attributions de:

1. recruter le personnel du Ministère selon les termes et conditions prévus par la loi sur la Fonction Publique ;
2. concevoir et participer à l'exécution de tous les programmes de perfectionnement et de motivation du personnel pour en améliorer la performance ;
3. garantir aux personnels les avantages sociaux et matériels attachés à leur statut ;
4. veiller à la mise en œuvre, à l'application et au respect de la loi portant Statut général de la Fonction Publique ;
5. planifier la dotation en personnel et les affectations ;
6. veiller à l'exécution de la grille salariale ;
7. suggérer toutes mesures concourant à une meilleure gestion du personnel ;
8. veiller à ce que les fonctionnaires du ministère soient régulièrement imbus des textes régissant le ministère et de toutes les modifications y afférentes ;
9. exécuter toutes autres tâches connexes.

Article 38.- Le Service de la Comptabilité et du Budget a pour attributions de :

1. gérer les ressources matérielles et financières du Ministère, dans le respect de la loi ;

2. procéder de concert avec les autres directions du Ministère à l'élaboration du budget annuel consolidé de fonctionnement et de développement ;
3. préparer les rapports réguliers sur la situation comptable et budgétaire du Ministère ;
4. entretenir toutes les discussions, démarches et rapports avec le Ministère des Finances et la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif, relativement aux dossiers financiers du Ministère ;
5. veiller à ce que les obligations financières du Ministère soient remplies dans les conditions tracées par la loi ;
6. exécuter ou faire exécuter toutes instructions émanant de la direction générale relative à ses attributions.

Article 39.- Le Service des Biens et Equipements a pour attributions de :

1. préparer à la signature du Directeur des Affaires Administratives, du Directeur Général et du Ministre, toute réquisition en vue de l'acquisition des matériels et du mobilier dont le Ministère a besoin ;
2. assurer la gestion de tous les biens meubles et immeubles et des matériels de bureau et de transport du Ministère ;
3. élaborer et appliquer les normes et les procédures administratives en matière de gestion des biens et des matériels du Ministère ;
4. s'assurer de l'entretien et de la sécurité du bâtiment ;
5. assurer le suivi et l'exécution de toutes réquisitions des différentes entités du Ministère ;
6. exécuter toutes autres tâches connexes.

CHAPITRE II DES SERVICES TERRITORIAUX DECONCENTRES

Article 40.- Les Services Territoriaux déconcentrés du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme constituent le prolongement du Ministère dans les divisions Territoriales et administratives de la République.

Article 41.- Dans chaque Département géographique du pays, il est établi une représentation territoriale du Ministère dénommée Direction Départementale qui coordonne ses services territoriaux déconcentrés.

Article 42.- Les Directions Départementales sont l'expression de la visibilité du Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme (MCFDF). Elles représentent le Ministère dans le département et jouent le rôle de relais entre les représentants du Gouvernement Central, les pouvoirs locaux, la société civile et les populations départementales. Leur mission principale est d'étendre les actions du Ministère à travers les dix (10) départements du pays. Les Directions Départementales sont les portes d'accès du public en général, et des femmes en particulier au MCFDF. Elles représentent le MCFDF auprès des représentations locales des diverses instances de l'Etat. Elles exercent les fonctions d'accueil, de référence des femmes, de sensibilisation du public sur

la problématique des rapports sociaux de sexe et de collecte d'information et de suivi des actions sur le terrain.

- Article 43.-** Les Directions Départementales ont pour attributions de :
1. développer un partenariat étroit avec les instances étatiques de leur département ;
 2. informer le Ministère des programmes et projets des autres instances de l'Etat et ONG dans leur zone d'action ;
 3. veiller à la prise en compte de l'analyse selon le genre dans les programmes et projets exécutés dans leur département en fournissant aux responsables l'appui nécessaire ;
 4. exécuter des programmes et projets spécifiques en faveur des femmes ;
 5. fournir un service d'accueil et de référence aux femmes en difficulté et maintenir des contacts étroits avec les organisations de femmes de leur zone d'action.

CHAPITRE III DU CONSEIL CONSULTATIF

- Article 44.-** Pour que sa politique en faveur de la promotion et de la défense des droits des femmes soit cohérente avec la participation de la société civile organisée, il est instauré auprès du Ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme un Conseil consultatif. Ce Conseil consultatif dont les membres seront sélectionnés dans les conditions entendues aura pour fonction de :
1. Encourager et faciliter l'établissement d'un espace formel et permanent entre le ministère et les organisations nationales de promotion et de défense des droits des femmes ;
 2. Faire des recommandations sur toutes les questions touchant la condition féminine en Haïti et l'intégration de l'égalité des sexes ;
 3. Formuler des propositions sur la planification stratégique pour la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'éducation, de santé, de politique, de justice et d'économie ;
 4. Évaluer chaque année avec les organisations nationales de promotion et de défense des droits des femmes, l'état d'avancement de la condition féminine en Haïti.

TITRE IV DISPOSITIONS FINALES

- Article 45.-** Le présent Décret abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets dispositions de Décrets, tous Décrets-Lois ou dispositions de Décrets-Lois qui lui sont contraires, et sera publié à la diligence du Ministre de la Condition Féminine et des Droits de la Femme.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 22 décembre 2005, An 202^{ème} de l'Indépendance.

Par le Président

Me Boniface **ALEXANDRE**

Le Premier Ministre

Gérard **LATORTUE**

Le Ministre des Affaires Etrangères et des Cultes

Hérard **ABRAHAM**

Le Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique

Henri Marge **DORLEANS**

Le Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

Paul Gustave **MAGLOIRE**

Le Ministre de l'Economie et des Finances

Henri **BAZIN**

Le Ministre du Plan et de la Coopération Externe

Roland **PIERRE**

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural

Philippe **MATHIEU**

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

Jacques Fritz **KENOL**

Le Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications

Fritz **ADRIEN**

Le Ministre de l'Education Nationale, de la Jeunesse,
des Sports et de l'Education Civique

Pierre **BUTEAU**

Le Ministre de la Communication et de la Culture

Magali **COMEAU DENIS**

Le Ministre de la Santé Publique et de la Population

Josette **BIJOU**

Le Ministre des Affaires Sociales

Franck **CHARLES**

Le Ministre à la Condition Féminine

Adeline Magloire **CHANCY**

Le Ministre des Haïtiens Vivant à l'Etranger

Alix **BAPTISTE**

Le Ministre de l'Environnement

Yves André **WAINRIGHT**

